



INSTITUT
BROADBENT
INSTITUTE



DES FRONTIÈRES MOUVANTES :

Attitudes des Canadiens à l'égard de l'immigration

Modifier les frontières : Les attitudes des Canadiens à l'égard de l'immigration est un projet de recherche mené conjointement par l’Institut Broadbent et la Friedrich-Ebert-Stiftung Canada. L’enquête a été réalisée sur le terrain par Viewpoints Research.

À propos de l'auteur

Clement Nocos est directeur de la politique et de l’engagement à l’Institut Broadbent.

L'auteur souhaite remercier les personnes suivantes pour le soutien qu'elles ont apporté à la réalisation de cette analyse.

Jordan Leichnitz, gestionnaire du programme Canada, Friedrich-Ebert- Stiftung

Natalie Pilla, directrice de recherche, Viewpoints Research





À propos de la Friedrich-Ebert-Stiftung

Forte d'une riche tradition de social-démocratie qui remonte à sa création en 1925, la Friedrich-Ebert-Stiftung est la plus ancienne fondation politique en Allemagne. Elle doit sa création et sa mission au legs politique de son homonyme Friedrich Ebert, le premier président allemand démocratiquement élu. La Friedrich-Ebert-Stiftung a pour mission de renforcer, de protéger et de promouvoir la démocratie dans plus de 100 pays dans le monde.



À propos de l'Institut Broadbent

L'Institut Broadbent est le principal groupe de réflexion social-démocrate du Canada. Fondé en 2011 par Ed Broadbent, et guidé par les [Principes de Broadbent pour la social-démocratie canadienne](#), l'Institut produit des recherches originales, organise des dialogues progressistes et forme des organisateurs et des leaders pour doter les mouvements sociaux des outils nécessaires pour faire progresser la justice et l'égalité.

Principales constatations

À l'issue de décennies de politique d'immigration relativement ouverte, le consensus de longue date du Canada entourant l'immigration a permis de construire une société multiculturelle, formée de Canadiens venant de partout au monde. Or ces dernières années, les opinions touchant la politique d'immigration du Canada ont changé.

Aujourd'hui, des menaces planent sur ledit consensus. Bien que les Canadiens continuent de voir l'immigration d'un œil plus positif que négatif, le contexte actuel a entraîné un changement des attitudes parmi la population. Pour inverser la tendance et renforcer la confiance aujourd'hui ébranlée dans le système d'immigration du Canada, il est essentiel de comprendre la nature des changements d'attitudes des Canadiens, les nuances qui les caractérisent et les facteurs sous-jacents qui en sont à l'origine.

Les Canadiens sont plus enclins à considérer l'immigration de manière positive que négative, mais les avis sont partagés. Quarante-cinq pour cent (45 %) des Canadiens pensent que l'immigration a eu un impact positif sur le Canada, tandis que trente-deux pour cent (32 %) estiment que l'impact a été négatif. Vingt-deux pour 100 (22 %) des Canadiens sont neutres sur ce point.

Les opinions sur l'immigration évoluent rapidement. Au cours de la dernière année, 38 % des Canadiens ont eu l'impression que leur opinion sur l'immigration avait évolué et ils préféreraient aujourd'hui une diminution de l'immigration. Toutefois, 45 % des Canadiens estiment que leurs opinions sur l'immigration n'ont pas changé au cours de l'année écoulée.

Les avis sur les avantages et les inconvénients de l'immigration sont partagés. La plupart des Canadiens sont d'avis que l'immigration a contribué à exercer une pression sur le marché du logement (69 %) et sur les programmes sociaux tels que les soins de santé et l'éducation (64 %). Toutefois, 50 % d'entre eux affirment également que l'immigration contribue à accroître la main-d'œuvre canadienne et à assurer la viabilité de nos programmes sociaux.

Les problèmes de logement et de soins de santé sont les principales préoccupations et nombreuses sont les personnes à considérer que l'immigration exacerbe les pénuries de logements et de travailleurs de la santé. Cependant, une partie non négligeable des personnes interrogées considère que les personnes immigrantes sont injustement désignées comme boucs émissaires.

Les Canadiens donnent leur aval à des politiques d'immigration qui accordent la priorité aux secteurs à forte demande et à haut niveau de compétences, tels que la santé et la construction. Le scepticisme règne quant au programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) et l'on craint surtout qu'il ne nuise à la fois aux Canadiens et aux travailleurs étrangers. Les contributions de l'immigration à la culture et à l'économie sont clairement reconnues et soutenues. Les Canadiens apprécient la diversité culturelle et sociale, et les compétences que possèdent les immigrants viennent remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés.

Les Canadiens demeurent ouverts aux arguments selon lesquels l'immigration est importante pour l'économie et permet d'enrichir la diversité culturelle et sociale du Canada. Les Canadiens sont également ouverts à l'argument selon lequel certains programmes d'immigration doivent être repensés, notamment lorsqu'ils exacerbent les crises du logement et des soins de santé.

Introduction

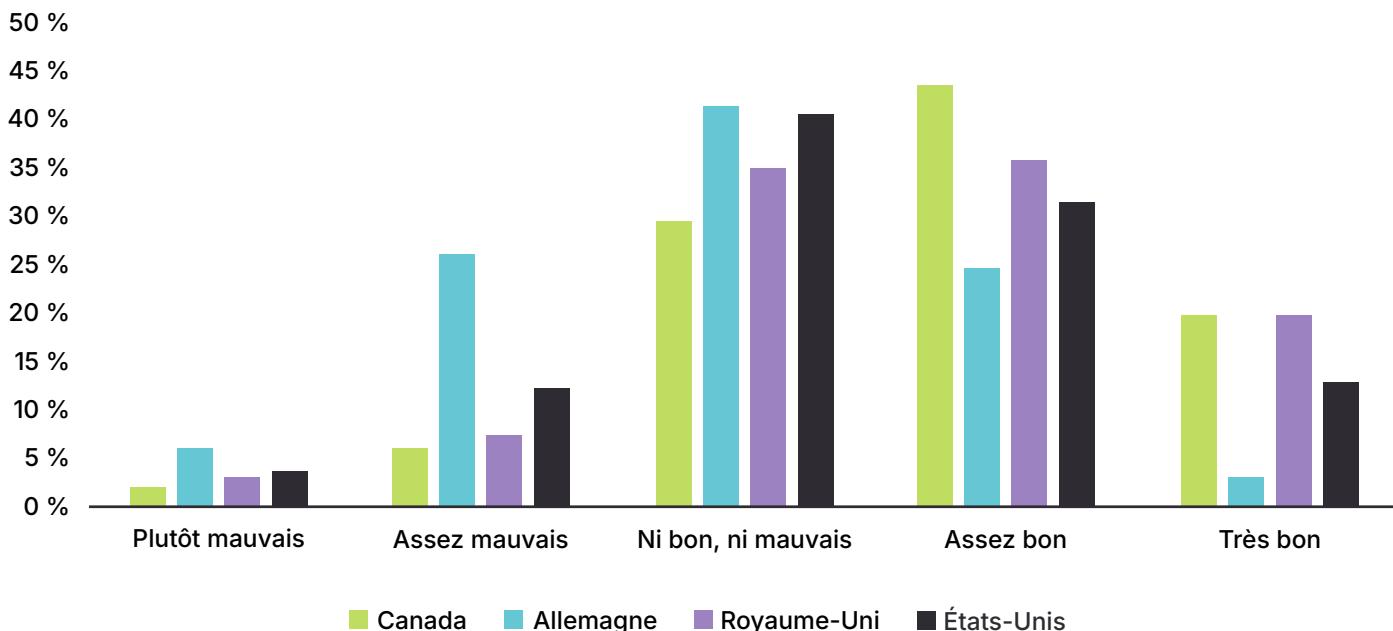
Il semble que les opinions quant à l'approche de longue date du Canada en matière d'immigration soient en train de changer. La diversité culturelle du Canada, résultante directe des politiques d'immigration qui ont amené au pays des personnes du monde entier, est depuis longtemps reconnue et fort prisée. Ces dernières années toutefois, l'approche du Canada en matière d'immigration a fait l'objet de tensions sociales et politiques. Parallèlement – et peut-être en raison des pressions économiques de plus en plus fortes – l'opposition à l'immigration refait surface après des décennies d'acceptation et de soutien croissants de la part du public.

La Loi sur l'immigration de 1976 a fixé les objectifs économiques de la politique d'immigration du Canada, dans un contexte où l'immigration européenne ralentissait alors que la demande de main-d'œuvre augmentait. La nouvelle politique mise en œuvre par le gouvernement de Pierre Elliot Trudeau a élargi le système d'immigration, permettant le regroupement familial en complément du système de points évaluant la contribution à l'activité économique du Canada, et définissant les objectifs de la politique d'immigration du Canada.

La politique d'immigration du Canada a été suivie d'une politique multiculturelle, inscrite dans la Charte canadienne des droits et libertés en 1982 et dans la Loi sur le multiculturalisme canadien de 1988. Ces ensembles de textes de loi complémentaires sont uniques au Canada. Ils ont favorisé la croissance économique grâce à l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre, facilitée par des garanties assez solides en matière de droits de la personne pour les nouveaux arrivants d'origines diverses.

Ces textes de loi fondamentaux ont contribué à façonner et à élargir la société canadienne ainsi qu'à renforcer l'économie que nous connaissons aujourd'hui. En 2021, les immigrants représentaient 23 % de la population canadienne, tandis que 27 % étaient considérés comme des membres de communautés racialisées⁽⁴⁾ dans l'ensemble, les Canadiens ont fait preuve d'une plus grande ouverture à l'endroit des immigrants que d'autres pays analogues.

Graphique 1 – Comparaison des attitudes des populations de différents pays à l'égard de l'immigration⁽²⁾



Au cours des dernières décennies toutefois, le système d'immigration du Canada s'est de plus en plus concentré sur la main-d'œuvre temporaire et bon marché, plutôt que sur les voies d'immigration permanentes régulières.

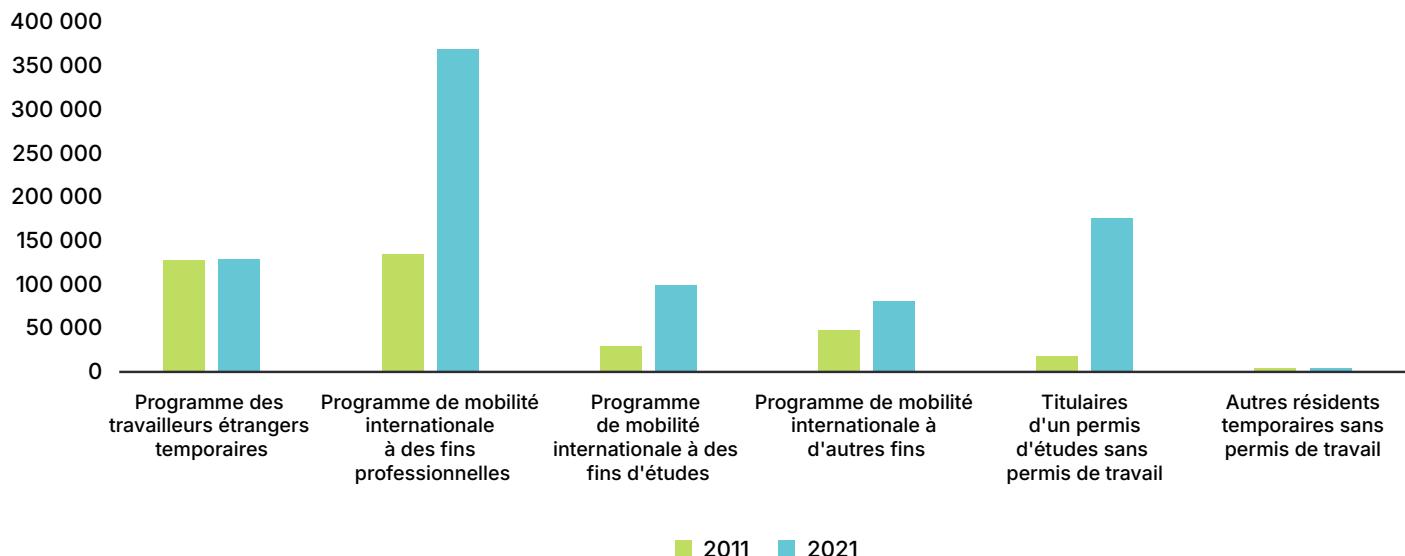
Les retards accumulés dans le traitement des demandes d'immigration en vue d'obtenir le statut de résident permanent, parallèlement aux exigences strictes en matière de sélection des immigrants de la catégorie économique, ont donné lieu à de graves pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs d'activités. Le Canada ayant connu un taux de chômage relativement faible au cours de la décennie 2010, la demande de travailleurs étrangers temporaires (TET) a augmenté. C'est alors que les employeurs ont commencé à concevoir leurs plans d'affaires en les faisant reposer sur cette filière de l'immigration. Selon l'économiste Richard Gilbert :

« Le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) a été créé en 2002 lors de l'adoption de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR). Cette loi a fait du PTET et de la main-d'œuvre sous contrat une caractéristique permanente du marché du travail canadien. Le gouvernement fédéral recrute des travailleurs étrangers temporaires pour occuper des emplois pendant une période déterminée, après quoi ils sont remplacés par d'autres personnes. La même année, le gouvernement libéral a lancé le « Projet pilote concernant les travailleurs peu qualifiés », qui permet aux entreprises de faire appel à des travailleurs étrangers temporaires (TET) pour effectuer des travaux non qualifiés. Auparavant, le système d'immigration était axé sur les professions libérales et de gestion hautement qualifiées⁽³⁾.

Le PTET a été de nouveau restructuré sous le gouvernement de Harper qui a également créé le Programme de mobilité internationale (PMI) afin de permettre aux ressortissants étrangers d'entrer au Canada avec un permis de travail sans qu'une Évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) – nécessaire pour le PTET – ne soit requise. En l'absence d'incitation ou de réglementation pour les employeurs à trouver des travailleurs nationaux pour pourvoir les postes vacants (par exemple en augmentant les salaires, en offrant des avantages sociaux, etc.), le recours aux TET a augmenté et le programme est devenu le moyen le plus rapide et le plus prisé par les employeurs pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre à long terme.

Les gouvernements successifs n'ont pas fait grand-chose pour remodeler ou améliorer ce programme, et ce, en dépit du fait qu'il ait occasionné une augmentation des violations des droits de la personne, une baisse des salaires et le recul du soutien du public à l'immigration – attribuable en partie à l'augmentation rapide de l'immigration dans le cadre de ce programme.

Graphique 2 – Augmentation spectaculaire du nombre de travailleurs étrangers temporaires au cours de la dernière décennie⁽⁴⁾

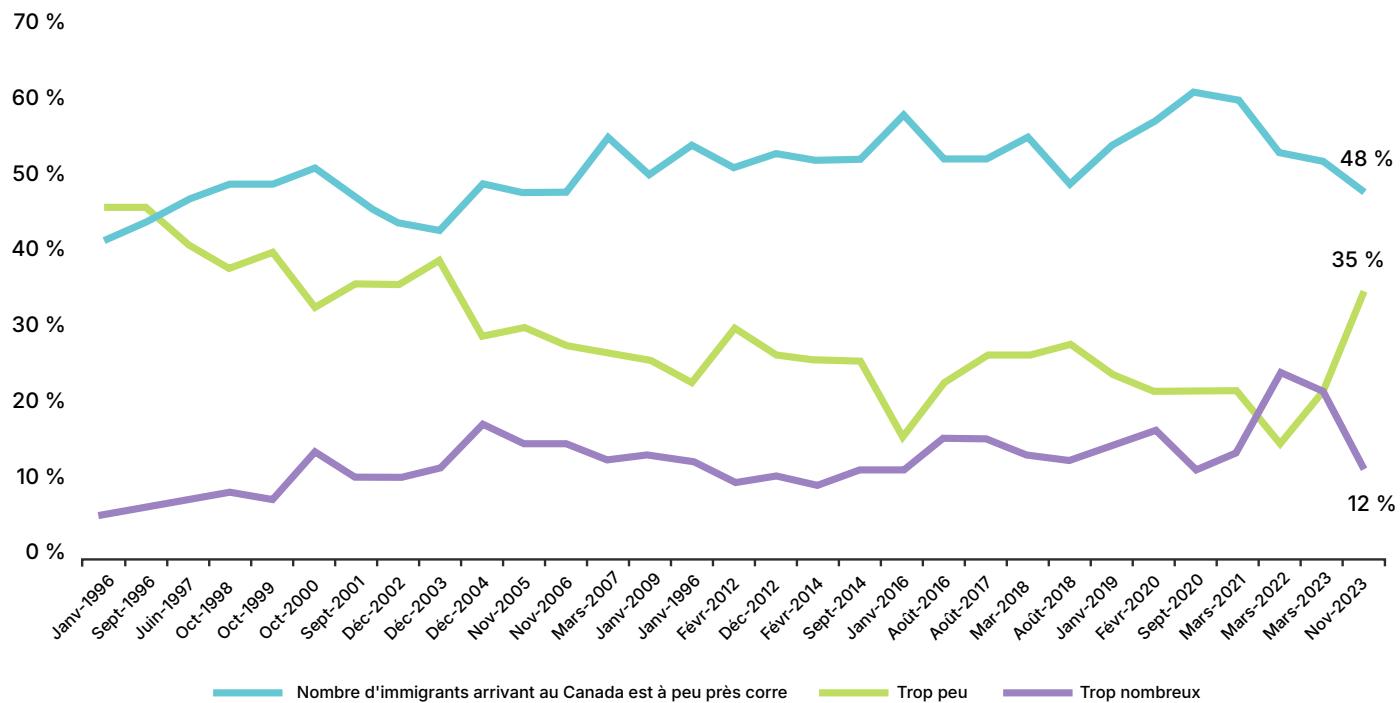


Entre 2011 et 2021, le nombre de migrants du PMI et d'étudiants internationaux a augmenté de façon spectaculaire, car les employeurs, refusant d'augmenter les salaires pour embaucher des travailleurs domestiques, ont cherché des migrants pour combler les postes à faibles salaires. À la suite de la crise financière de 2008, d'autres crises économiques se sont aggravées, telles que l'augmentation de la financiarisation du logement et la réduction du financement des services sociaux tels que les soins de santé. Ces problèmes économiques ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19. Au lieu de s'attaquer aux causes véritables de ces dysfonctionnements économiques, tels que la hausse des profits dans le domaine du logement, le retard dans le financement des soins de santé et la médiocrité des rendements économiques, certains décideurs politiques et leaders d'opinion ont tenté de rejeter la responsabilité sur les acteurs économiques compétents et ont

fait des nouveaux arrivants les boucs émissaires de ces problèmes. Certains secteurs d'activité, comme l'industrie des services, ont réclamé un assouplissement des règles du PTET afin d'avoir accès à une main-d'œuvre bon marché, en invoquant à cette fin la reprise post-COVID⁽⁵⁾.

Bien que symptomatiques des insuffisances et faiblesses économiques qui ont conduit aux pénuries de main-d'œuvre et aux pratiques commerciales qui ont mené à un recours croissant au PTET, les nouveaux arrivants eux-mêmes ont été les premiers à être blâmés, inversant de ce fait les tendances de l'opinion publique à l'égard des politiques d'immigration du Canada, par ailleurs tant vantées.

Graphique 3 – Tendances de l'opinion publique quant à la politique d'immigration du Canada⁽⁶⁾



Alors que l'immigration au Canada a été conçue pour remédier aux lacunes de l'économie, le pays connaît actuellement un revirement d'opinion quant au bien-fondé et à la pertinence d'une telle approche. L'inflation, la crise du coût de la vie, la pénurie de logements, les pressions exercées sur les services publics et la menace extérieure que représente le gouvernement des États-Unis sont autant de facteurs qui font que le Canada n'est plus en mesure en 2025 de relever ces défis. Conjuguées, ces crises ont engendré un sentiment d'incertitude économique générale pour les Canadiens.

Toutefois, un autre facteur alimente les inquiétudes concernant l'immigration et l'emploi : l'assouplissement des règles du programme des travailleurs étrangers temporaires à la demande des grandes entreprises, qui a provoqué une levée de boucliers contre le reste de la politique d'immigration du Canada. La question de l'immigration suscite des inquiétudes légitimes, mais les Canadiens demeurent généralement accueillants à l'égard des nouveaux arrivants, en particulier ceux qui possèdent des compétences spécialisées et peuvent travailler dans des secteurs où la demande est forte. Sonder plus à fond ces tendances divergentes pourrait éclairer les décideurs politiques quant aux moyens de remédier au recul du soutien de l'opinion publique à l'immigration et aux moyens d'élaborer une politique visant à résoudre le problème et à inverser la tendance.

Méthodologie

Le présent sondage a été réalisé par Viewpoints Research auprès de personnes résidant dans tout le Canada.

Les résultats du sondage ont été pondérés afin que les réponses reflètent la répartition réelle de la population par âge, par sexe et par région, sur la base des données du recensement 2021 de Statistique Canada. La recherche a été réalisée au moyen d'un sondage en ligne auquel 1000 personnes ont répondu entre le 5 et le 13 mars 2025. La marge d'erreur pour un échantillon aléatoire équivalent de la même taille est de +/- 3 %. Les chiffres présentés ont été arrondis et les sommes présentées ont été utilisées brutes avant d'être arrondies.

Pour consulter la liste complète des questions du sondage, veuillez contacter info@viewpoints.ca.

Données démographiques de l'échantillon	% pondéré	Nombre pondéré	Nombre non pondéré
Genre			
Femme	51 %	509	543
Homme	48 %	484	450
Nntités non binaires et autres identités	1 %	5	5
Groupe d'âge			
18 à 29 ans	18 %	184	195
30 à 39 ans	17 %	169	236
40 à 59 ans	33 %	327	420
60 ans et plus	32 %	320	149
Région			
Canada atlantique (NL, PEI, NS, NB)	7 %	68	80
Centre (ON, QC)	62 %	618	623
Provinces des Prairies (MB, SK, AB)	18 %	175	183
Côte Ouest (BC)	14 %	138	112
Nord du Canada (YK, NWT, NU)	0.1 %	1	2

Des divergences en matière d'immigration?

Dans l'ensemble, le sentiment quant à l'immigration est positif, mais les opinions sont partagées. Bien que les Canadiens soient vraisemblablement plus nombreux à considérer que l'immigration a un impact positif que négatif, près d'un quart d'entre eux n'ont aujourd'hui aucune opinion à ce sujet.

Tableau 1 – D'une manière générale, quel type d'incidences pensez-vous que l'immigration a sur le Canada?

	(+2) Très bon	(+1) Quel-que chose de bien	(0) Neutre	(-1) Plutôt mauvais	(-2) Très mauvais	Préfère ne pas répondre
TOTAL	15,3 %	30,1 %	22,4 %	18,2 %	13,3 %	0,8 %
Âge						
18 à 29 ans	20,6 %	28,2 %	23,8 %	14,3 %	12,6 %	0,4 %
30 à 39 ans	21,1 %	25,2 %	25,5 %	15,0 %	11,5 %	1,8 %
40 à 59 ans	12,7 %	29,7 %	22,3 %	19,7 %	14,3 %	1,3 %
60 ans et plus	11,7 %	34,1 %	20,1 %	20,5 %	13,6 %	0,0 %
Genre						
Femme	12,5 %	30,1 %	23,5 %	17,7 %	15,6 %	0,6 %
Homme	18,2 %	29,8 %	21,2 %	18,9 %	11,0 %	0,8 %
Éducation						
Éducation : Moins que le secondaire	8,2 %	38,1 %	27,4 %	11,8 %	9,1 %	5,4 %
Éducation : Études secondaires	5,1 %	23,0 %	24,7 %	26,9 %	19,3 %	1,0 %
Collège, cégep, métiers ou baccalauréat ès arts	17,3 %	29,7 %	22,1 %	17,5 %	12,8 %	0,6 %
Diplôme universitaire ou professionnel	24,3 %	41,4 %	19,6 %	8,6 %	6,1 %	0,0 %
Adhésion à un syndicat						
Membre d'un syndicat	25,0 %	31,3 %	19,0 %	13,0 %	11,7 %	0,0 %
Non-syndiqué	11,8 %	29,6 %	23,6 %	20,2 %	13,7 %	1,1 %
Lieu de naissance						
Canada	12,6 %	27,8 %	23,0 %	19,9 %	16,0 %	0,8 %
À l'étranger	24,0 %	37,5 %	20,4 %	13,0 %	4,8 %	0,4 %
Il y a combien d'années que vous avez déménagé au Canada pour la première fois?						
Années au Canada < 5 ans	30,8 %	36,9 %	18,8 %	10,0 %	3,6 %	0,0 %
Années au Canada 5-10 ans	36,4 %	27,9 %	18,0 %	12,4 %	5,3 %	0,0 %
Nombre d'années au Canada 10 ans et plus	19,4 %	39,2 %	21,7 %	14,1 %	5,1 %	0,5 %

Lieu de naissance des parents						
Tous deux au Canada	12,3 %	27,5 %	22,5 %	20,1 %	16,7 %	0,9 %
Les deux à l'étranger	21,2 %	32,6 %	23,5 %	14,4 %	7,8 %	0,5 %
Un au Canada, un à l'étranger	10,6 %	40,9 %	13,6 %	22,4 %	12,5 %	0,0 %
Dans quelle mesure connaissez-vous le système d'immigration du Canada et les expériences des nouveaux arrivants au Canada? Il peut s'agir des modalités de présentation des demandes, des exigences en matière de visa et des voies d'accès à la citoyenneté.						
Très bonne connaissance de l'immigration	33,6 %	32,8 %	14,6 %	10,5 %	7,8 %	0,7 %
Quelque peu familiarisé avec l'immigration	13,8 %	34,0 %	18,6 %	22,1 %	11,2 %	0,3 %
Pas très familiarisé ou pas du tout familiarisé avec l'immigration	7,4 %	26,3 %	28,7 %	19,6 %	17,2 %	0,8 %
Intention de vote au fédéral						
Nouveau parti démocratique du Canada	17,6 %	25,7 %	27,9 %	16,5 %	12,4 %	0,0 %
Parti libéral du Canada	23,3 %	43,0 %	16,3 %	13,8 %	3,6 %	0,0 %
Parti conservateur du Canada	,0 %	21,7 %	19,0 %	22,2 %	26,9 %	0,3 %
Incertain	5,0 %	25,7 %	40,4 %	19,2 %	6,9 %	2,8 %

Les % en gras = sont significatifs à un niveau égal ou supérieur à 98 %. Le test statistique n'est pas effectué lorsque n<30, car les hypothèses statistiques ne sont pas respectées.

Les jeunes adultes canadiens jusqu'à 39 ans, qui ont grandi avec les politiques d'immigration et de multiculturalisme du Canada depuis leur mise en oeuvre dans les années 1980, voient l'immigration d'un bon oeil dans des proportions significativement plus élevées que les Canadiens plus âgés.

Les personnes ayant un degré de scolarisation élevé ont une perception beaucoup plus positive que celles ayant un niveau d'études secondaires.

En dépit des trames narratives selon lesquelles les immigrants ont un effet négatif sur l'emploi et les salaires, les syndiqués sont beaucoup plus conscients de l'impact positif de l'immigration que les non-syndiqués. Il n'est pas surprenant que les personnes nées à l'étranger et celles qui connaissent bien l'immigration aient une vision plus positive de

l'immigration. En outre, les Canadiens qui ont l'intention de voter pour le Parti libéral du Canada ou le NPD sont beaucoup plus enclins à exprimer une opinion positive sur l'impact de l'immigration que ceux qui ont l'intention de voter pour le Parti conservateur ou le Parti vert. Ceux qui ne sont pas sûrs de leur intention de vote sont également plus ambivalents quant à l'impact de la politique d'immigration. Ces divergences de points de vue et le fait que des segments assez importants de la population se disent neutres quant aux incidences de l'immigration dénotent un changement important quant à l'attitude du public à l'égard du système d'immigration du Canada.

Tableau 2 – Au cours de la dernière année, votre opinion sur l'immigration a-t-elle changé?

	Oui, je pense que nous devrions autoriser plus d'immigration	Non, mon avis n'a pas changé	Oui, je pense que nous devrions autoriser moins d'immigration	Je ne suis pas sûr
TOTAL	12,8 %	44,5 %	38,4 %	4,2 %
Âge				
18 à 29	20,2 %	42,2 %	33,9 %	38 %
30 à 39	19,6 %	38,5 %	35,3 %	6,7 %
40 à 59	13,3 %	42,1 %	40,9 %	3,7 %
60 ans et plus	4,9 %	51,4 %	40,0 %	3,6 %
Genre				
Femme	9,9 %	44,5 %	40,2 %	5,4 %
Homme	16,2 %	44,5 %	36,8 %	2,5 %
Éducation				
Éducation : Moins que des études secondaires	10,1 %	32,0 %	38,3 %	19,6 %
Éducation : Études secondaires	7,7 %	44,1 %	44,1 %	4,2 %
Collège, cégep, métiers ou bacca-lauréat ès arts	13,2 %	45,2 %	38,7 %	2,9 %
Diplôme universitaire ou professionnel	21,7 %	44,4 %	27,2 %	6,7 %
Adhésion à un syndicat				
Syndiqué	19,1 %	46,0 %	31,9 %	3,0 %
Non-syndiqué	10,7 %	44,2 %	40,7 %	4,4 %
Lieu de naissance				
Canada	11,1 %	44,6 %	40,2 %	4,1 %
Abroad	19,4 %	43,6 %	32,8 %	4,2 %
Il y a combien d'années que vous avez déménagé au Canada pour la première fois?				
Années au Canada < 5 ans	46,2 %	23,2 %	27,6 %	3,0 %
Années au Canada 5-10 ans	19,1 %	48,5 %	25,9 %	6,5 %
Nombre d'années au Canada 10 ans et plus	13,1 %	46,4 %	36,5 %	4,0 %
Lieu de naissance des parents				
Tous deux au Canada	10,2 %	47,0 %	38,7 %	4,0 %
Les deux à l'étranger	18,0 %	40,4 %	37,6 %	4,0 %
Un au Canada, un à l'étranger	11,2 %	41,7 %	41,1 %	5,9 %

Dans quelle mesure connaissez-vous le système d'immigration du Canada et les situations ou expériences que vivent les nouveaux arrivants au Canada? Il peut s'agir des modalités de présentation des demandes, des exigences en matière de visa et des voies d'accès à la citoyenneté.

Très bonne connaissance de l'immigration	31,2 %	35,0 %	30,8 %	3,0 %
Quelque peu familiarisé avec l'immigration	12,7 %	42,7 %	42,0 %	2,6 %
Pas très familiarisé ou pas du tout familiarisé avec l'immigration	4,4 %	49,8 %	40,4 %	5,3 %
Intention de vote au niveau fédéral				
Nouveau parti démocratique du Canada (NPD)	11,9 %	52,5 %	30,6 %	4,9 %
Parti libéral du Canada	18,8 %	47,0 %	31,2 %	3,1 %
Parti conservateur du Canada	9,1 %	38,4 %	51,0 %	1,5 %
Incertain	7,2 %	42,9 %	36,6 %	13,3 %

Les % en gras = sont significatifs à un niveau égal ou supérieur à 98 %. Les tests statistiques ne sont pas effectués lorsque n<30, car les hypothèses statistiques ne sont pas respectées.

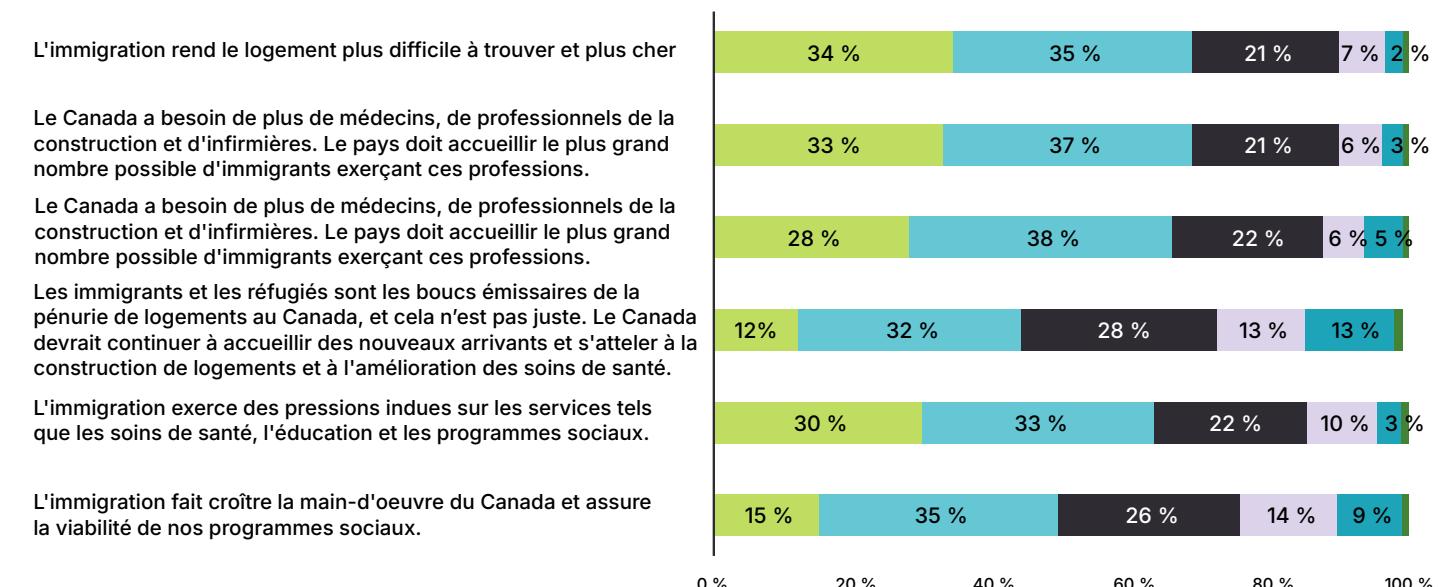
L'opinion des Canadiens sur l'immigration a changé au cours de la dernière année (38 %), bien que près de la moitié d'entre eux (45 %) n'aient pas changé d'opinion et qu'une plus petite proportion, soit treize pour cent (13 %), ait évolué vers un soutien à une immigration plus importante. Les jeunes générations, les personnes ayant un niveau de scolarisation élevé, les immigrants récents et les personnes connaissant bien l'immigration sont plus enclins à être favorables à des niveaux d'immigration plus élevés. Les personnes ayant un degré de scolarisation moins élevé et celles qui ne connaissent pas l'immigration sont plus susceptibles d'être en faveur d'une réduction de l'immigration.

En ce qui concerne les intentions de vote au niveau fédéral, ceux qui ont l'intention de voter pour le NPD ont vraisemblablement davantage tendance à ne pas avoir changé d'opinion en ce qui concerne la politique d'immigration, tandis que ceux qui ont l'intention de voter pour le Parti libéral ont davantage tendance à avoir changé d'avis en faveur d'une augmentation de l'immigration. La moitié de ceux qui ont l'intention de voter pour les conservateurs ont changé d'avis en faveur d'une diminution de l'immigration. Parmi toutes les intentions de vote, on observe un changement notable d'environ un tiers, à l'exception des électeurs conservateurs, en faveur de l'idée selon laquelle le Canada devrait autoriser l'arrivée de moins d'immigrants.

Dans l'ensemble, les Canadiens ont indiqué qu'ils étaient de plus en plus favorables à un système d'immigration permettant d'accueillir moins de nouveaux arrivants que ce n'est le cas aujourd'hui. Toutefois, une analyse plus approfondie fournit plus de détails sur l'opinion plutôt positive à l'égard de l'immigration qui semble superficiellement contredire cette tendance. Reconnaître la faiblesse économique du Canada et la nécessité de l'immigration pour améliorer ces indicateurs économiques contribuent à expliquer cette apparente incohérence quant aux attitudes à l'égard des politiques d'immigration du Canada.

L'immigration, à la fois problème et solution

Graphique 4 – Perspectives économiques relativement à la politique d'immigration du Canada



Comme l'indique le rapport 2024 de l'Institut Broadbent, Rêves et réalités sur le front intérieur : Les Canadiens demandent au gouvernement d'agir sur l'accessibilité du logement⁽⁷⁾, les attitudes à l'égard de l'immigration sont actuellement influencées par la crise de l'accessibilité au logement. La plupart des Canadiens (69 %) souscrivent à l'idée selon laquelle un plus grand nombre d'immigrants augmente la demande et crée une plus grande concurrence pour l'offre de logements inabordables au Canada. La plupart s'accordent également à dire (70 %) qu'il est nécessaire de suspendre certains types d'immigration jusqu'à ce que l'offre de logements augmente et que la pénurie de médecins de famille soit résolue.

Dans le même temps, la plupart des Canadiens (66 %) sont conscients du fait que l'immigration de professionnels qualifiés est nécessaire pour remédier aux pénuries de professionnels de la santé et de travailleurs qualifiés nécessaires à la construction de logements.

Selon les groupes de défense des droits, par exemple, des milliers de médecins immigrants formés à l'étranger et résidants déjà au Canada réussissent les examens et satisfont aux exigences prescrites, mais ne peuvent pas exercer la médecine en raison de l'absence de résidence médicale⁽⁸⁾. Conscients de ce problème d'affectation de la main-d'oeuvre, les Canadiens restent favorables aux immigrants dont on a besoin pour occuper des emplois hautement qualifiés en cas de pénurie de travailleurs. Près de la moitié des Canadiens (45 %) estiment que les immigrants et les réfugiés sont injustement désignés comme boucs émissaires pour les problèmes de logement et

les défaillances du système de soins de santé au Canada. Enfin, si la plupart des Canadiens (64 %) considèrent que l'immigration représente une charge supplémentaire pour les programmes sociaux, la moitié d'entre eux (50 %) estiment que l'immigration est nécessaire pour assurer la viabilité des soins de santé, de l'éducation et d'autres services sociaux.

Les attitudes à l'endroit de la relation entre les conditions économiques et l'immigration divergent également. Les personnes âgées de 60 ans et plus sont nettement plus favorables à l'idée d'une pause dans l'immigration jusqu'à ce que nous puissions construire davantage de logements et embaucher plus de médecins de famille. En revanche, les plus jeunes (18 à 29 ans), les personnes dont la famille a immigré ou qui ont elles-mêmes immigré, ainsi que les titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou exerçant une profession libérale sont nettement plus enclins à reconnaître que les immigrés et les réfugiés sont les boucs émissaires de la crise du logement. Les non-syndiqués ont également davantage tendance à nier que les immigrants et les réfugiés sont les boucs émissaires de la crise du logement et à ne pas souscrire à l'idée selon laquelle les immigrés ont été à tort désignés comme les boucs émissaires de la crise du logement.

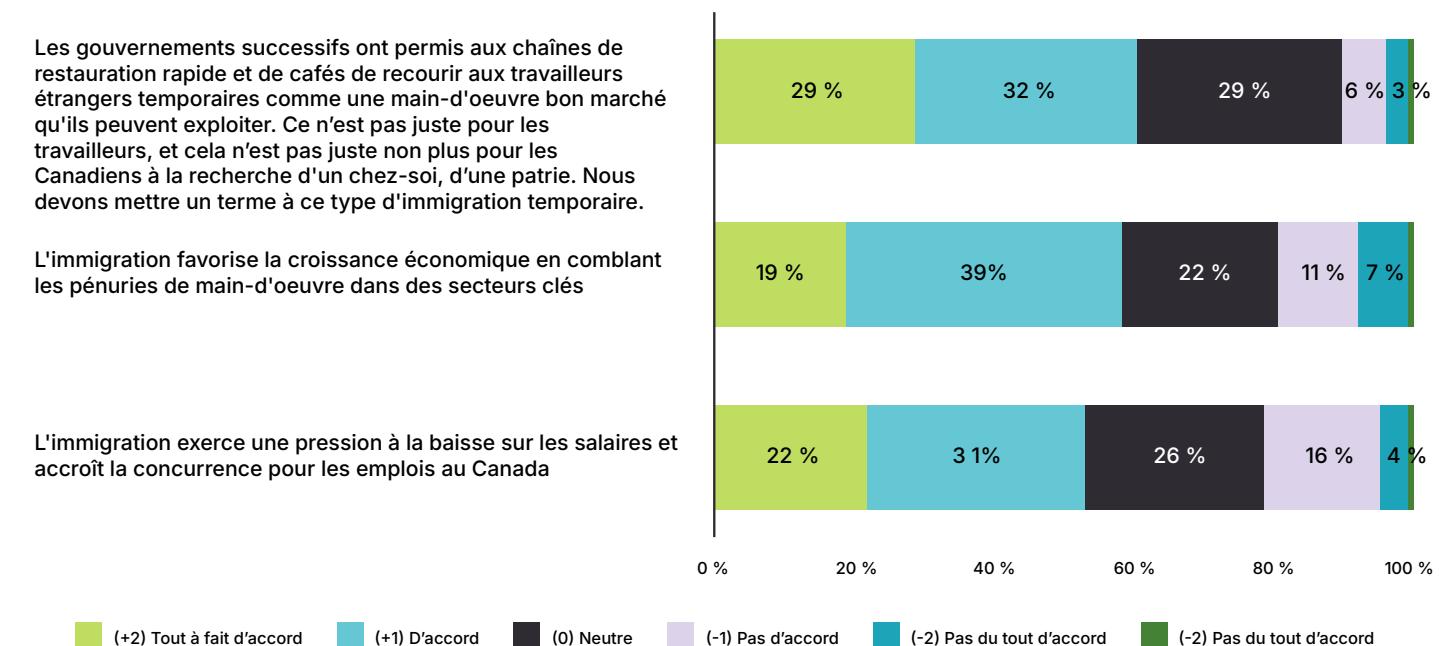
Dans l'ensemble, les Canadiens ont une vision nuancée de l'immigration. Ils sont conscients que les racines des dysfonctionnements économiques sont aggravées par l'expansion du PTET.

Ils reconnaissent la nécessité de l'immigration pour soutenir les services sociaux et remédier aux pénuries de main-d'oeuvre hautement qualifiée, mais ils estiment qu'il est nécessaire de modifier les politiques d'immigration étant donné que l'on n'a pas véritablement remédié à ces pénuries et que les services croulent sous le poids de demandes croissantes.

Certains considèrent que les immigrants sont injustement désignés comme boucs émissaires, notamment ceux qui viennent en tant que travailleurs étrangers temporaires, et ils estiment que nous devrions continuer à accueillir les nouveaux arrivants tout en remédiant à la pénurie de logements et aux défaillances du système de soins de santé. Cependant, il existe un souhait largement répandu de changement par rapport aux politiques d'immigration actuelles, ainsi qu'une volonté de trouver des solutions pour résoudre les problèmes économiques liés à l'immigration.

Le travail : Exploitation, nécessité et salaires

Graphique 5 – Perspectives des travailleurs sur la politique d'immigration du Canada



En matière d'emploi, les Canadiens reconnaissent la nécessité de l'immigration pour assurer la viabilité économique du Canada. Les Canadiens sont parfaitement conscients de l'exploitation qui a cours dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires et conviennent que son maintien est injuste (61%). En même temps, la plupart des Canadiens (58%) sont d'avis que l'immigration est nécessaire pour combler les pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs clés, tels que les soins de santé et la construction de maisons, contrairement à certains secteurs qui sont dotés de personnel dans le cadre du PTET.

Un peu plus de la moitié (53%) des Canadiens reconnaissent que l'immigration fait baisser les salaires et crée une plus grande concurrence pour les emplois, mais il est intéressant de noter qu'un Canadien sur cinq (21%) ne souscrit pas à cette affirmation.

Étant donné que de nombreux immigrants sont orientés vers des emplois mal rémunérés que les travailleurs canadiens évitent généralement en raison de la demande relativement stable dans les secteurs de l'économie où les salaires sont plus élevés, les Canadiens sont témoins d'une pression à la baisse sur les salaires qui touche en grande partie les travailleurs étrangers. L'effet résiduel de cette compression salariale peut se faire sentir dans les luttes que mènent les travailleurs canadiens pour obtenir des augmentations de salaire, alors qu'ils essaient de compenser les reculs imputables aux épisodes d'inflation rapide qui ont suivi le choc économique causé par COVID-19. Les travailleurs font généralement preuve d'une plus grande ouverture à l'endroit des politiques d'immigration, ce qui suggère qu'ils ne considèrent pas l'immigration et les gains salariaux comme un jeu à somme nulle.

Tableau 3 – Les travailleurs syndiqués font preuve d'une meilleure compréhension à l'égard des immigrants et ils reconnaissent les problèmes et difficultés en cause

	(+2) Tout à fait d'accord	(+1) D'accord	(0) Neutre	(-1) Pas d'accord	(-2) Pas du tout d'accord	Péfère ne pas répondre
L'immigration favorise la croissance économique en remédiant aux pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs clés						
Total	18,6 %	39,4 %	22,3 %	11,4 %	7,2 %	1,1 %
Syndiqués	24,4 %	42,8 %	17,8 %	8,7 %	5,5 %	0,7 %
Non-syndiqués	16,6 %	38,3 %	23,8 %	12,1 %	7,9 %	1,3 %
L'immigration permet d'accroître la main-d'oeuvre canadienne et d'assurer la viabilité des programmes sociaux						
Total	15,2 %	34,5 %	26,3 %	13,9 %	9,3 %	0,8 %
Syndiqués	21,5 %	38,7 %	19,0 %	12,4 %	7,9 %	0,4 %
Non-syndiqués	13,1 %	33,1 %	28,6 %	14,4 %	9,8 %	1,0 %
L'immigration exerce une pression à la baisse sur les salaires et accroît la concurrence pour les emplois au Canada						
Total	21,8 %	31,0 %	25,5 %	16,4 %	4,4 %	0,9 %
Syndiqués	23,1 %	31,3 %	23,0 %	17,3 %	4,3 %	1,1 %
Non-syndiqués	21,5 %	30,7 %	26,1 %	16,3 %	4,5 %	0,9 %
Les gouvernements fédéraux précédents ont permis aux chaînes de restauration rapide et de café de recourir aux travailleurs étrangers temporaires comme une main-d'oeuvre bon marché qu'ils peuvent exploiter. Ce n'est pas juste pour les travailleurs, et ce n'est pas juste non plus pour les Canadiens à la recherche d'un logement. Nous devons mettre un terme à ce type d'immigration temporaire.						
Total	21,8 %	31,0 %	25,5 %	16,4 %	4,4 %	0,9 %
Syndiqués	23,1 %	31,3 %	23,0 %	17,3 %	4,3 %	1,1 %
Non-syndiqués	21,5 %	30,7 %	26,1 %	16,3 %	4,5 %	0,9 %

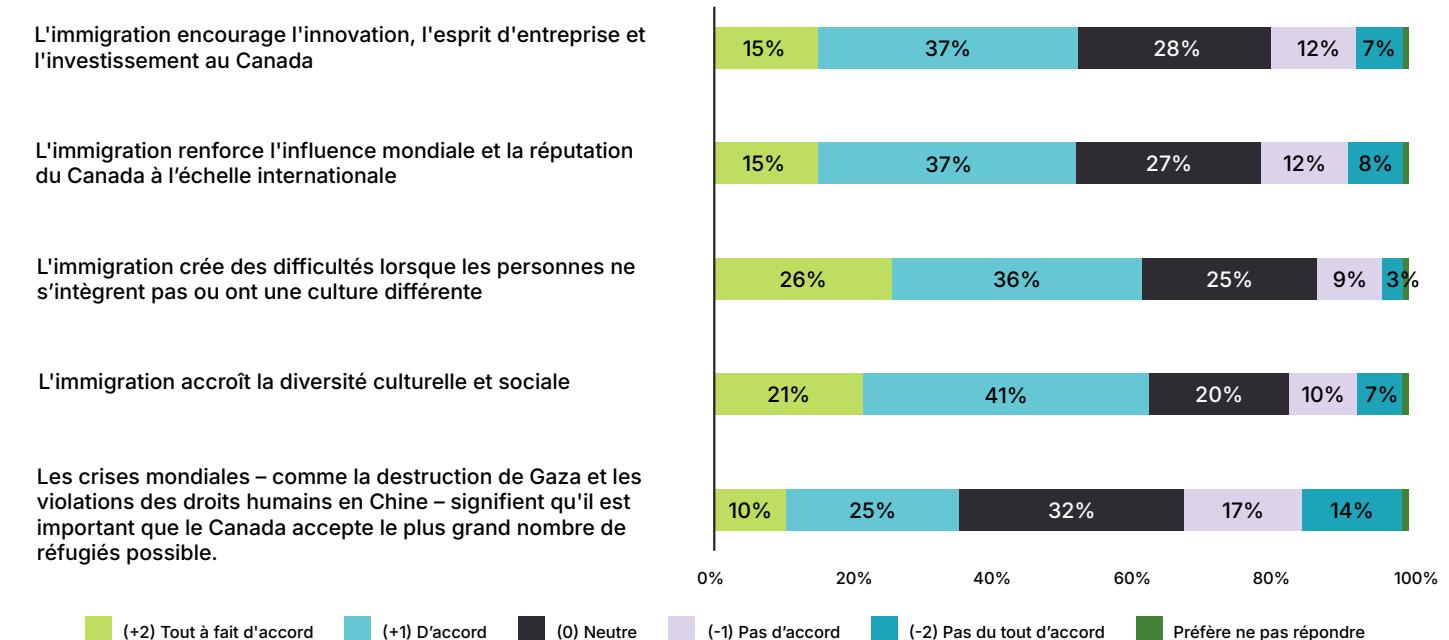
Les % en gras= sont significatifs à un niveau égal ou supérieur à 98 %. Le test statistique n'est pas effectué lorsque n<30, car les hypothèses statistiques ne sont pas respectées.

De manière significative, les travailleurs syndiqués (67 %) sont beaucoup plus enclins à considérer que les immigrants jouent un rôle important pour remédier aux pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs clés, par rapport aux Canadiens qui ne sont pas syndiqués (55 %). Les travailleurs syndiqués (60 %) sont également beaucoup plus enclins que les Canadiens non syndiqués (46 %) à considérer que l'immigration permet d'augmenter la main-d'oeuvre du Canada pour assurer la viabilité des programmes sociaux.

Bien que les travailleurs syndiqués suivent d'autres tendances en matière d'opinion sur la compression des salaires et la fin du Programme des travailleurs étrangers temporaires, ils reconnaissent la nécessité de l'immigration plus que d'autres groupes de Canadiens. Compte tenu de cette nuance, tout appel aux syndicats sur la question de l'immigration devrait tenir compte de l'opinion majoritaire des membres selon laquelle l'immigration est nécessaire, et se concentrer sur les questions économiques qui entraînent des injustices ainsi que sur failles structurelles et dysfonctionnements dans l'affectation des travailleurs et des compétences sur le marché du travail canadien.

Leadership à l'échelle mondiale et multiculturalisme au pays

Graphique 6 – Opinion sur la politique d'immigration du Canada et sur le leadership mondial, les entreprises et le multiculturalisme



Malgré l'évolution des opinions quant à la politique d'immigration, les Canadiens voient généralement d'un bon œil la façon dont les politiques d'immigration et de multiculturalisme du Canada ont contribué à l'économie et au leadership mondial du pays. Plus de la moitié des Canadiens (52 %) sont d'avis que l'immigration a contribué positivement à l'activité commerciale ainsi qu'à l'influence mondiale et à la réputation internationale du Canada (52 %). En ce qui concerne la contribution de l'immigration au multiculturalisme du Canada, bien que la plupart des Canadiens (62 %) souscrivent à l'affirmation voulant que la diversité culturelle puisse être un enjeu délicat et à multiples facettes, une proportion semblable (62 %) pense également que l'immigration accroît la diversité culturelle et sociale.

Parmi les Canadiens, il existe également de légères divergences d'opinions positives et négatives – par rapport à la politique d'immigration du Canada en ce qui concerne le leadership mondial et le multiculturalisme. Les jeunes, les personnes ayant un degré de scolarisation élevé, les membres des syndicats et les personnes connaissant bien l'immigration s'accordent pour dire que l'immigration a contribué de manière positive au leadership mondial, aux affaires et à l'enrichissement culturel du Canada. Il est intéressant de noter que les attitudes à l'égard de l'immigration et de l'intégration multiculturelle chez les nouveaux arrivants sont quelque peu nuancées.

Tableau 4 – L'immigration crée des difficultés lorsque les personnes ne s'intègrent pas ou ont des cultures différentes

	(+2) Tout à fait d'accord	(+1) D'accord	(0) Neutre	(-1) Pas d'accord	(-2) Pas du tout d'accord	Préfère ne pas répondre
Depuis combien d'années avez-vous déménagé pour la première fois au Canada?						
Total	25,6 %	35,8 %	25,3 %	9,4 %	3,3 %	0,6 %
Années au Canada < 5 ans	30,6 %	36,2 %	17,5 %	13,7 %	2,1 %	0,0 %
Années au Canada 5 à 10 ans	19,4 %	49,5 %	14,6 %	14,3 %	2,1 %	0,0 %
Nombre d'années au Canada 10 ans et plus	27,5 %	40,1 %	28,7 %	2,7 %	0,5 %	0,5 %
Lieu de naissance des parents						
Total	25,6 %	35,8 %	25,3 %	9,4 %	3,3 %	0,6 %
Tous deux au Canada	26,0 %	32,9 %	26,4 %	10,2 %	4,0 %	0,5 %
Les deux à l'étranger	24,9 %	40,6 %	22,7 %	8,7 %	2,5 %	0,5 %
Un au Canada, un à l'étranger	28,0 %	36,0 %	28,2 %	6,6 %	1,2 %	0,0 %
Dans quelle mesure connaissez-vous le système d'immigration du Canada et les expériences que vivent les nouveaux arrivants au Canada? Il peut s'agir des modalités de présentation des demandes, des exigences en matière de visa et des voies d'accès à la citoyenneté.						
Total	25,6 %	35,8 %	25,3 %	9,4 %	3,3 %	0,6 %
Très bonne connaissance de l'immigration	34.5%	39.7%	17.8%	4.6%	3.3%	0.0%
Peu familiarisé avec l'immigration	24,9 %	33,9 %	22,9 %	13,9 %	3,7 %	0,6 %
Pas très familiarisé ou pas du tout familiarisé avec l'immigration	22,0%	35,3 %	30,2 %	8,7 %	3,1 %	0,7 %

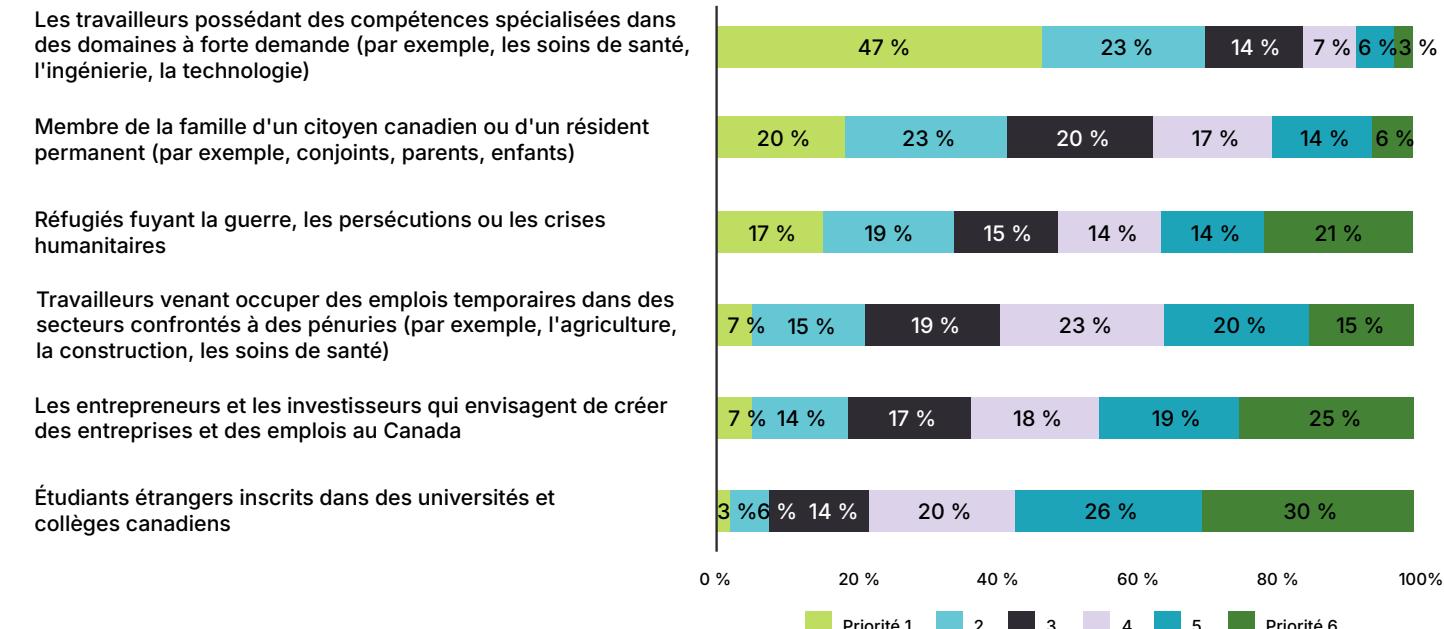
Les % en gras = significatif au niveau de 98 % ou plus. Les tests statistiques ne sont pas effectués lorsque n<30, car les hypothèses statistiques ne sont pas respectées.

Bien que l'on pense généralement que « l'immigration entraîne des difficultés lorsque les gens ne s'intègrent pas ou ont des cultures différentes », il existe également des corrélations significatives corroborant cette affirmation parmi les personnes qui connaissent bien l'immigration. Il est intéressant de noter qu'il peut s'agir des défis d'intégration auxquels les nouveaux arrivants sont confrontés en venant au Canada, ainsi qu'une prise de conscience de ces défis.

Enfin, malgré le consensus général quant à la contribution de l'immigration au leadership mondial du Canada et au multiculturalisme, il y a davantage d'ambivalence quant au rôle de leadership mondial du Canada et de la politique d'immigration à l'égard des réfugiés. Seulement 35 % des Canadiens conviennent que, dans le contexte des crises mondiales, il est « important que le Canada accepte le plus grand nombre possible de réfugiés ». Alors que les contributions économiques sont hautement prisées dans la politique d'immigration du Canada, les objectifs humanitaires ne sont pas prioritaires. Cela se reflète également dans les priorités privilégiées par les Canadiens en matière d'immigration.

Priorités économiques dans la politique d'immigration du Canada

Graphique 7 – Quel devrait être l'ordre de priorité des gouvernements en ce qui concerne les différents types d'immigrants lorsqu'ils prennent des décisions en matière de politique d'immigration?



Parmi les répondants, il y a une très forte préférence pour les immigrants qui possèdent des compétences très sollicitées, comme les soins de santé, l'ingénierie et la technologie. Près de la moitié des Canadiens (47%) donneraient la priorité aux travailleurs qui apportent une contribution économique hautement qualifiée. Le regroupement familial est la deuxième priorité des Canadiens en matière d'immigration. Les réfugiés (17%) sont également moins prioritaires, malgré des réflexions positives quant au rôle de l'immigration dans l'influence mondiale du Canada. Les réfugiés (17%) sont également moins prioritaires, malgré des réflexions positives sur le rôle de l'immigration dans l'influence mondiale du Canada.

Les moins prioritaires pour les Canadiens sont les travailleurs étrangers temporaires, les investisseurs commerciaux et les étudiants étrangers. Compte tenu des problèmes sociaux exacerbés par les employeurs qui cherchent à exploiter les travailleurs étrangers temporaires pour accéder à une main-d'œuvre faiblement rémunérée, il n'est pas surprenant que les répondants ne considèrent pas cette filière d'immigration comme une priorité.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que les Canadiens sont favorables à l'immigration. Ils souhaitent toutefois que le système d'immigration du Canada atteigne les objectifs économiques pour lesquels il a été conçu, à savoir favoriser le développement d'une économie canadienne forte et prospère, dans laquelle les avantages de l'immigration se font concrètement sentir dans toutes les régions du Canada »⁽⁹⁾.

Préférences des partis et opinions quant à l'immigration

Ce qui est clair, c'est que les Canadiens veulent accorder la priorité à l'immigration hautement qualifiée, ce que la politique d'immigration du Canada a fait traditionnellement, afin de combler les pénuries dans certains secteurs économiques et dans les services sociaux. Comme le montre le tableau 1, il existe des clivages démographiques et politiques sur la question de savoir si l'immigration a eu un impact positif sur le Canada. Cette étude ayant été menée à la veille des élections fédérales de 2025, il convient de noter que des corrélations peuvent également être observées entre les préférences des partis politiques et les opinions sur l'immigration, même lorsqu'un fort consensus se dégage parmi les Canadiens.

	(+2) Tout à fait d'accord	(+1) D'accord	(0) Neutre	(-1) Pas d'accord	(-2) Pas du tout d'accord	(-2) Pas du tout d'accord
L'immigration soutient la croissance économique en comblant les pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs clés.						
Total	18,6 %	39,4 %	22,3 %	11,4 %	7,2 %	1,1 %
Nouveau parti démocratique du Canada	23,9 %	44,4 %	15,6 %	9,3 %	6,0 %	0,8 %
Parti libéral du Canada	25,3 %	49,4 %	16,6 %	7,3 %	1,1 %	0,2 %
Parti conservateur du Canada	11,9 %	32,5 %	26,2 %	15,7 %	13,4 %	0,3 %
Incertain	8,9 %	33,1 %	32,3 %	16,5 %	5,3 %	3,9 %
L'immigration accroît la diversité culturelle et sociale.						
Total	21,4 %	41,3 %	19,9 %	9,9 %	6,9 %	0,6 %
Nouveau parti démocratique du Canada	30,9 %	42,8 %	17,0 %	3,2 %	6,1 %	0,0 %
Parti libéral du Canada	29,4 %	50,3 %	11,5 %	6,9 %	2,0 %	0,0 %
Parti conservateur du Canada	11,3 %	33,5 %	25,2 %	17,1 %	12,1 %	0,9 %
Incertain	17,0 %	37,9 %	30,6 %	7,6 %	5,4 %	1,5 %
Le Canada est fier d'être une nation d'immigrants, mais jusqu'à ce que nous puissions construire plus de logements et embaucher plus de médecins de famille, nous devons suspendre certains types d'immigration.						
Total	32,6 %	37,2 %	20,7 %	6,1 %	2,7 %	0,7 %
Nouveau parti démocratique du Canada	37,8 %	30,7 %	23,4 %	6,4 %	1,6 %	0,0 %
Parti libéral du Canada	25,7 %	45,1 %	17,8 %	8,8 %	2,0 %	0,7 %
Parti libéral du Canada	44,4 %	33,5 %	13,2 %	4,2 %	4,6 %	0,0 %
Incertain	24,2 %	37,7 %	33,4 %	1,4 %	1,3 %	1,9 %

Les gouvernements fédéraux précédents ont permis aux chaînes de restauration rapide et de cafés de recourir aux travailleurs étrangers temporaires comme une main-d'oeuvre bon marché qu'ils peuvent exploiter. Ce n'est pas juste pour les travailleurs, et ce n'est pas juste non plus pour les Canadiens à la recherche d'un logement.
Nous devons mettre un terme à ce type d'immigration temporaire.

Total	28,6 %	31,9 %	29,2 %	6,3 %	2,9 %	1,1 %
Nouveau parti démocratique du Canada	30,3%	28,9 %	35,9 %	3,3 %	0,7 %	0,9 %
Parti libéral du Canada	23,3 %	35,6 %	27,2 %	9,1 %	4,1 %	0,6 %
Parti libéral du Canada	36,7 %	30,0 %	24,7 %	5,6 %	2,4 %	0,6 %
Incertain	19,5 %	33,8 %	38,5 %	4,5 %	0,3 %	3,3 %

Les % en gras= sont significatifs à un niveau égal ou supérieur à 98 %. Le test statistique n'est pas effectué lorsque $n < 30$, car les hypothèses statistiques ne sont pas respectées.

Sur un certain nombre de points de vue liés à la politique d'immigration, qui font l'objet d'un large consensus parmi les Canadiens, il existe des clivages politiques. Le point de vue selon lequel « l'immigration favorise la croissance économique en remédiant aux pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs clés » est largement partagé par les électeurs ayant l'intention de voter pour le NPD et les libéraux. Cependant, plus d'un tiers des électeurs ayant l'intention de voter pour le NPD et les libéraux sont favorables à l'immigration. Le quart des électeurs conservateurs (26%) sont neutres sur ce point, et sont beaucoup plus enclins à ne pas partager ce point de vue que les autres électeurs. Des tendances analogues se reflètent également dans l'opinion selon laquelle « l'immigration accroît la diversité culturelle et sociale » : Les électeurs néo-démocrates et libéraux sont tout à fait d'accord sur ce point, tandis que la plupart de ceux qui ont l'intention de voter pour les conservateurs sont neutres ou ne souscrivent pas à ces affirmations.

Le point sur lequel les électeurs conservateurs rejoignent les électeurs des autres partis, c'est la proposition selon laquelle « nous devons faire une pause dans certains types d'immigration » jusqu'à ce que des solutions aient été trouvées aux crises du logement et des soins de santé. Cependant, les électeurs conservateurs reprennent cette affirmation dans une plus forte proportion que les autres électeurs. Les électeurs conservateurs souscrivent également davantage à l'idée selon laquelle les travailleurs étrangers temporaires sont exploités dans le secteur des services, leur présence exacerbant en outre la crise du logement. Ils pensent également que ce type de programme d'immigration temporaire devrait être supprimé.

Les Canadiens demeurent encore en grande partie d'avis que l'immigration a contribué à renforcer l'économie du Canada et a enrichi la diversité culturelle. Tout projet de changement de la politique d'immigration soumis aux électeurs du NPD et des libéraux doit soutenir la réduction des pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs tels que les soins de santé et le logement. De nouvelles mesures visant à repenser le programme des travailleurs étrangers temporaires en raison des abus commis par les employeurs pourraient également être appuyées par les électeurs conservateurs.

Conclusion

Les conclusions du présent rapport compliquent l'énoncé selon lequel le Canada devient uniformément moins accueillant pour les immigrants, alors que ces derniers subissent les mêmes pressions économiques que les citoyens canadiens ordinaires. Une bonne connaissance de l'expérience que vivent les immigrants tend à se traduire par un plus grand soutien aux immigrants eux-mêmes, ainsi qu'à une critique éclairée du système d'immigration actuel du Canada pour son rôle dans l'exacerbation des inégalités sociales et économiques. Les pénuries de main-d'œuvre que l'immigration est censée régler ne sont pas prises en compte par le système d'immigration actuel, qui se concentre sur l'augmentation du nombre de travailleurs étrangers temporaires, tout en laissant en suspens les voies économiques pour les migrants possédant les compétences nécessaires dans des domaines tels que les soins⁽¹⁰⁾. Aujourd'hui, la part des travailleurs étrangers temporaires parmi tous les nouveaux migrants économiques est passée de 8 % en 2000 à 49 % en 2022⁽¹¹⁾.

Compte tenu de ces enjeux, les Canadiens doivent comprendre qu'une réforme du système d'immigration ne signifie pas que le Canada se ferme complètement aux immigrants. L'immigration demeure reconnue comme faisant partie intégrante de la société multiculturelle canadienne sans toutefois nier les difficultés et défis que cela peut poser. Les Canadiens continuent d'être favorables à l'accueil d'immigrants hautement qualifiés pour remédier aux graves pénuries de main-d'œuvre.

Outre la démarchandisation des logements, le rétablissement et le maintien des niveaux de main-d'œuvre dans le secteur de la santé et la lutte contre la compression des salaires, les décideurs politiques devraient repenser le PTET afin de s'assurer que les emplois canadiens sont pourvus grâce au système d'immigration permanente. Selon Gilbert, cette réforme politique devrait viser à stimuler la croissance économique, à créer des emplois et à générer des recettes fiscales qui soutiennent nos services sociaux, et à générer des investissements publics grâce à une main-d'œuvre capable de relever des défis de taille tels que la construction d'infrastructures et l'élargissement de notre système de soins de santé⁽¹²⁾.

Sous l'impulsion des syndicats et des défenseurs des droits des migrants, les Canadiens souhaitent que les contradictions du système d'immigration soient surmontées. Les changements apportés à la hâte par le gouvernement libéral en matière d'immigration sont venus tardivement, soit en 2024, après qu'un rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage eut dénoncé les abus du PTET⁽¹³⁾. Au lieu de tenir compte exclusivement des intérêts des entreprises du secteur des services sur leurs demandes de travailleurs étrangers temporaires⁽¹⁴⁾, le prochain gouvernement fédéral doit consulter les syndicats, les secteurs économiques prioritaires et les défenseurs des droits des migrants pour trouver une véritable voie à suivre en matière d'immigration, une voie qui respecte les droits humains tout en comblant les lacunes et les failles structurelles et dysfonctionnements du marché du travail au Canada. La modification du programme canadien des travailleurs étrangers temporaires et la création de voies de régularisation contribuerait également à faire évoluer ce cadre économique du système d'immigration vers un cadre plus large des droits humains qui garantisse l'égalité et la justice pour tous ceux qui choisissent de s'installer au Canada.

Références

1. Statistique Canada. 2023. (tableau). Profil du recensement. Recensement de la population de 2021. Numéro de catalogue de Statistique Canada. 98-316-X2021001. Ottawa. Diffusé le 15 novembre 2023.
Disponible : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm>
2. Haerpfer, C., Inglehart, R., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen (eds.). 2022. Enquête sur les valeurs mondiales : Round Seven - Country-Pooled Datafile Version 6.0. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WVSA Secretariat.
Disponible: <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV7.jsp>
3. Richard Gilbert. 2022. L'économie politique du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) et du Programme de mobilité internationale (PMI) au Canada : Esclavage moderne, cycles de construction et production nationale (2000-2020). Disponible : <https://www.liunawc.ca/imptemporary-foreign-worker-program>
4. Statistique Canada. 2024. Les travailleurs étrangers temporaires au Canada. De la recherche à la réflexion. Catalogue de Statistique Canada no. 11-631-X. Ottawa. Publié le 27 novembre 2024.
Disponible : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2024006-eng.htm>
5. Paula Duhatschek. 24 juin 2024. De la restauration rapide à la construction, les employeurs se tournent de plus en plus vers les travailleurs étrangers temporaires », CBC News.
Disponible : <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/temporary-foreign-workers-1.7240374>
6. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Janvier 2024. IRCC, sous-ministre, classeur de transition, 2024 – Recherche sur l'opinion publique concernant les attitudes des Canadiens à l'égard de l'immigration.
Disponible : <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/corporate/transparency/transition-binders/deputy-minister-2024/public-opinion-research.html>
7. Clément Nocos. 27 mars 2024. Rêves et réalités sur le front intérieur : Les Canadiens demandent au gouvernement d'agir sur l'accessibilité du logement. Institut Broadbent.
Disponible : <https://broadbentinstitute.ca/research/dreams-realities-on-the-home-front/>
8. Waqas Chughtai & Vanessa Lee. 17 janvier 2025. Le Canada connaît une pénurie de médecins, mais des milliers de médecins formés à l'étranger qui sont déjà sur place se heurtent encore à des obstacles ». CBC News.
Disponible : <https://www.cbc.ca/news/health/international-doctors-canada-barriers-1.7428598>
9. Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (S.C. 2001, c. 27)
10. Alliance de la fonction publique du Canada. 20 janvier 2025. L'arriéré des demandes d'immigration au Canada est menacé après que le gouvernement a supprimé des milliers d'emplois de première ligne; les travailleurs sont laissés dans l'incertitude. Communiqué de presse. Disponible : <https://psacunion.ca/canadas-immigration-backlog-jeopardy-after>
11. Statistique Canada. 28 novembre 2024. Travailleurs étrangers temporaires au Canada, expliqué. Statscan Plus.
Disponible : <https://www.statcan.gc.ca/o1/en/plus/7457-temporary-foreign-workers-canada-explained>
12. Richard Gilbert, 2022.
13. Nick Murray. UN report on Canada's temporary foreign workers details the many ways they've been abused (rapport de l'ONU sur les travailleurs étrangers temporaires du Canada). CBC News.
Disponible : <https://www.cbc.ca/news/politics/un-report-abuse-temporary-foreign-workers-canada-1.7293495>
14. Duhatschek. 24 juin 2024. CBC News.

Frontières mouvantes : ATTITUDES DES CANADIENS ENVERS L'IMMIGRATION

